

Ce document hors série est publié à l'occasion du discours de Steve Forbes à la tribune de l'Institut économique de Montréal en date du 15 février 2011. Il constitue une traduction adaptée de l'épilogue du livre *How Capitalism Will Save Us: Why Free People and Free Markets Are the Best Answer in Today's Economy* de Steve Forbes et d'Elizabeth Ames. Cet ouvrage, publié par Crown Business en 2009, affirme que l'économie de marché est le modèle économique le plus apte à répondre aux besoins des gens et à promouvoir les valeurs démocratiques d'une société libre. Bien que la récession de 2008-2009 ait – de manière compréhensible – fragilisé la confiance de la population envers le système actuel, il faut bien comprendre les raisons qui ont mené à la crise et reconnaître que l'économie de marché reste la plus propice à favoriser la prospérité générale.

## QUATORZE PRINCIPES À RETENIR

1) *L'économie de marché est le système qui répond le mieux aux besoins des gens.* Adam Smith a expliqué dans son œuvre classique *La Richesse des nations* que les transactions au sein d'une économie de marché visent à procurer le plus grand avantage mutuel possible. Puisque dans un tel système, personne n'est forcé de conclure une transaction, celle-ci a seulement lieu si les deux parties en bénéficient. Ce principe est tout le contraire de l'« exploitation ».

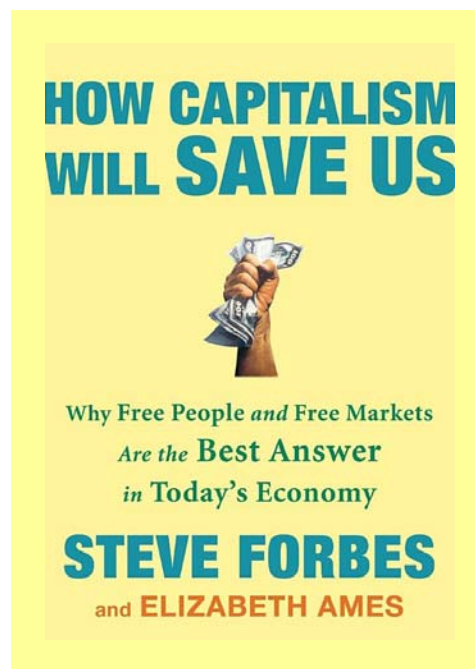
2) *L'intérêt personnel – et non la « cupidité » – pousse les gens à répondre aux besoins des autres dans une économie de marché.* Il se trouve des personnes cupides et malhonnêtes dans toutes les sociétés. Toutefois, ce n'est pas la cupidité – qui implique de profiter de quelque chose qui ne nous revient pas légitimement – qui est à la base des transactions au sein d'une économie de marché. Quand un voleur laisse sa victime choisir entre « la bourse ou la vie », il ne propose pas une transaction libre, car elle ne procure aucun bénéfice mutuel et prive l'autre personne de son libre arbitre.

3) *Seul un secteur privé dynamique et propice à l'entrepreneuriat est capable de produire la croissance et la prospérité que nous tenons pour acquises dans une société libre. Les économies dirigistes en sont tout simplement incapables.* Les privations que l'on observe dans les économies dirigistes – que ce soit en Corée du Nord, au Venezuela ou dans l'ex-Union soviétique – démontrent l'incapacité des économies dirigistes à combler les

besoins de leurs citoyens. Les bureaucrates ne peuvent pas anticiper la panoplie vaste et complexe de désirs des consommateurs, des choses que nous tenons pour acquises dans une société moderne, comme les téléphones cellulaires ou les réseaux sociaux. Les bureaucraties gouvernementales, qui se concentrent à maintenir l'ordre et à satisfaire les intérêts politiques, sont incapables d'adopter une approche de prise de risques et d'expérimentation par essais et erreurs qui mène à des innovations qui stimulent la croissance. À l'inverse, dans une économie ouverte, si les gens éprouvent un besoin, des entrepreneurs tenteront de le combler (si on ne leur met pas de bâtons dans les roues).

4) *L'innovation entrepreneuriale est la plus importante « ressource naturelle » d'une société libre et constitue le véritable moteur d'une économie de marché.* Même les « experts » ont tendance à oublier ce principe de l'économie de marché : la prospérité la plus répandue est créée dans les pays qui accordent une plus grande latitude à l'innovation. L'ingéniosité et la créativité entrepreneuriales ont permis à Hong Kong – un endroit possédant peu de ressources naturelles – de devenir une puissance économique. Ce sont ces qualités qui

ont transformé un liquide sous-terrain noir, visqueux et mystérieux en un carburant qui alimente nos moteurs et nos automobiles. Elles expliquent pourquoi les États-Unis ont systématiquement été plus performants que leurs concurrents. Sans liberté d'innover au sein de marchés ouverts, la société n'aurait jamais progressé.



5) *Les « riches » rendent tout le monde plus riche.* Les gens deviennent riches en répondant aux besoins des autres. Ils bâtissent les entreprises (ou investissent dans celles-ci) innovantes et créatrices d'emplois dont les biens et services rendent la vie de chacun plus facile. La richesse énorme de plusieurs individus prospères reflète les risques qu'ils ont pris en tant qu'entrepreneurs ou investisseurs. Les fondateurs d'une entreprise sont les *derniers* à profiter de la richesse qu'ils ont créée. Ils reçoivent des profits après avoir payé leurs travailleurs, leurs créanciers et leurs investisseurs, et ce, seulement quand les choses se déroulent bien. Ceux qui croient la mauvaise réputation du capitalisme justifiée pensent que les riches et les pauvres sont des groupes ayant des intérêts opposés. En réalité, les « riches » ne sont pas seulement nécessaires, ils sont indispensables dans une économie saine. Lorsqu'ils investissent, entreprennent ou dépensent, des occasions sont créées qui permettent aux autres de s'enrichir eux aussi. Tout au long de l'Histoire, les pays qui ont détruit leur classe marchande en la traitant comme un bouc émissaire – de l'Ouganda à l'Espagne du quinzième siècle – ont vu leur économie décliner et même s'effondrer.

6) *Le profit est un baromètre essentiel dans une économie de marché, tout en étant une source fondamentale de capital d'investissement.* Le profit ne sert pas seulement à enrichir certaines personnes grâce aux dividendes et aux gains en capital auxquels il mène. Il permet à notre système économique de mobiliser des personnes pour qu'elles répondent aux besoins des autres. Le profit est un indicateur critique de la demande qui signale aux producteurs où ils devraient investir (ou d'où retirer leurs investissements) et permet à l'offre de s'ajuster en douceur. Le profit est aussi une source fondamentale de capital d'investissement dont les entreprises font usage pour accroître leurs activités, innover et créer des emplois. Contrairement à ce que Marx pensait, le profit n'est pas simplement un « surplus ». Il remplace ce qui a été perdu en raison de la destruction créatrice de l'économie. Plusieurs politiciens s'adonnent à penser que le fait de punir le profit sert l'intérêt public. En réalité, c'est tout le contraire. Sans les indications fournies par le profit, on obtient des pénuries et d'autres distorsions. Il n'existerait pas de capital pour financer les progrès de l'avenir.

7) *Le rôle de l'État dans l'économie n'est pas de « ne rien faire », mais de faciliter le fonctionnement de l'économie de marché.* En effet, l'État a un rôle essentiel à jouer dans une économie de marché. Les marchés ne peuvent fonctionner avec succès lorsqu'il n'existe pas d'État pour protéger les droits individuels et garantir la primauté du droit. Le rôle de l'État dans une économie de marché est de mettre en place des conditions propices qui donnent la liberté aux gens de répondre à leurs besoins mutuels. Il devrait leur permettre de développer leurs talents et d'innover, en interférant le moins possible. L'État doit promouvoir un environnement caractérisé par la certitude et la prévisibilité, par exemple en garantissant une monnaie stable et en adoptant un régime fiscal favorable à la croissance économique.

L'État est aussi nécessaire pour aider à relever les défis posés par le changement. Par exemple : comment la loi devrait-elle aborder les enjeux de droits d'auteur soulevés par la distribution de musique en ligne? Loin de ne rien faire, l'État devrait contribuer à mettre en place un environnement qui respecte la liberté économique, où les gens peuvent s'épanouir et où des entreprises peuvent être fondées et prospérer.

8) *La réglementation la plus efficace établit les « règles du jeu » et ne tente pas de gérer les marchés dans leurs moindres détails.* La réglementation est souvent conçue en se fondant sur de bonnes intentions. Toutefois, en pratique un trop grand nombre de règles étouffe une économie en freinant l'innovation, ce qui a pour effet de maintenir le statu quo et de favoriser les acteurs établis. La réglementation mène rarement au résultat désiré ni ne remplit ses promesses d'équité. Elle impose plutôt des contraintes artificielles à certaines activités qui provoquent des déséquilibres sur le marché – des distorsions économiques qui finissent par nuire aux personnes même que la réglementation devait aider. La réglementation la plus efficace dans une économie de marché établit simplement les « règles du jeu », des lignes de conduite de base qui ne sont ni fondées sur des motifs politiques ni capricieuses.

9) *L'État a tendance à politiser les problèmes économiques plutôt que de les régler.* L'innovation et les solutions au sein d'une économie de marché sont développées par des entrepreneurs et des entreprises. Leur succès ou leur échec dépend de la mesure

« La réglementation la plus efficace établit les « règles du jeu » et ne tente pas de gérer les marchés dans leurs moindres détails. »

dans laquelle ils offrent ce que les gens demandent. Au contraire, les politiques publiques qui visent à régler des problèmes de marché ou à rétablir l'équité sont développées par des politiciens qui souhaitent plaire à leurs électeurs et demeurer au pouvoir. Plutôt que de promouvoir l'ouverture des marchés et une concurrence plus vive, les gouvernements – au nom de la protection d'intérêts particuliers – imposent souvent des restrictions ou des hausses de coûts qui limitent le nombre d'acteurs sur le marché. Ces restrictions, en plus de nuire à l'innovation et à la croissance, causent souvent des déséquilibres sur le marché qui ont des effets néfastes pour la population en général. Les « solutions » politiques de l'État mènent souvent à du rationnement, des pénuries et des prix plus élevés pour la plupart des consommateurs. Pensez au contrôle des loyers – qui permettent à quelques personnes de louer des appartements à un prix plus abordable, alors que les coûts explosent pour tous les autres.

10) *Le meilleur plan de relance de l'économie que l'État puisse adopter consiste à miser sur le secteur privé en diminuant les impôts et en libéralisant les marchés. Les tentatives de « stimuler » ou d'« ajuster » l'économie grâce à des dépenses publiques ou à la politique monétaire n'ont jamais produit une croissance durable à long terme.* Les États-Unis ne sont pas sortis de la Grande Dépression avant plus d'une décennie malgré d'énormes dépenses publiques. Même chose pour le Japon des années 1990, qui n'a pas réussi à revigorer son économie malgré dix programmes de relance misant sur des dépenses publiques. Ces échecs s'expliquent par le fait que les impôts et les emprunts requis pour financer les « investissements » de l'État soutirent du capital de l'économie, qui aurait permis notamment de créer de l'emploi. De la même façon, les tentatives d'« ajustement » artificiel de l'économie par un gonflement de la masse monétaire peuvent avoir un effet de stimulation à court terme. Toutefois, comme la crise financière l'a démontré, elles créent aussi des distorsions économiques désastreuses comme la bulle immobilière. Pour assurer une croissance économique durable, l'État doit retirer les obstacles qui freinent les activités économiques productives en réduisant les impôts, en allégeant la réglementation et en laissant libre cours au dynamisme des entrepreneurs. C'est lorsque la taille du gouvernement fédéral

a diminué en proportion de l'économie américaine pendant les années 1980 et 1990 que cette dernière a vécu son expansion la plus importante jusqu'à maintenant.

11) *La façon la plus efficace de hausser les recettes fiscales est d'adopter des politiques favorables à la croissance, c'est-à-dire, de diminuer les impôts de façon substantielle.* La croissance économique mène à une hausse des revenus des particuliers et des entreprises. Cette hausse, à son tour, implique une assiette fiscale plus grande et davantage d'impôts perçus. Les recettes fiscales ont augmenté, et non diminué, à la suite des réductions d'impôt fédérales des années 1980 aux États-Unis. Des hausses d'impôt peuvent augmenter les recettes à court terme, mais en fin de compte elles ralentissent la croissance et réduisent la taille de l'économie. Il faut garder en tête le fait que les impôts rendent plus coûteuses les activités économiques productives. Pour favoriser à la fois la croissance de l'économie et des recettes fiscales, des taux d'imposition raisonnables doivent être adoptés afin que l'investissement des entreprises et la création d'emplois atteignent un seuil optimal.

12) *Le protectionnisme détruit davantage d'emplois qu'il n'en sauve.* Il est essentiel d'adopter une vue d'ensemble pour apprécier les avantages du commerce mondial, plutôt que de remarquer seulement les emplois délocalisés à l'étranger. Lors des trois décennies précédant la récession, les occasions créées par le commerce mondial ont aidé à maintenir le taux de chômage américain à des seuils très faibles historiquement. Rappelons-nous la leçon apprise par la loi Smoot-Hawley [qui a radicalement augmenté les droits de douane aux États-Unis]. Elle n'a pas sauvé d'emplois dans les années 1930, mais a provoqué une terrible guerre commerciale internationale et a prolongé la dépression. Après la Seconde Guerre mondiale, plusieurs pays se sont rassemblés dans le but de libéraliser le commerce mondial et de reléguer aux oubliettes leurs mesures destructrices. Quelle leçon doit-on tirer de cette expérience? Le protectionnisme est catastrophique pour une économie. Le libre-échange favorise la création d'emplois, la concurrence et l'innovation. En réalité, relativement peu d'emplois sont perdus en raison de la délocalisation d'entreprises.

« L'innovation entrepreneuriale est la plus importante « ressource naturelle » d'une société libre et constitue le véritable moteur d'une économie de marché. »

13) Il est plus facile de constater la destruction qui survient dans une économie de marché que la création et la croissance qui ont lieu simultanément. On entend souvent des personnes décrier les pertes d'emplois et les faillites d'industries qui ont lieu dans une économie de marché. Encore une fois, il est essentiel d'adopter une vue d'ensemble pour observer la création qui a également lieu, car elle survient souvent dans un autre secteur économique. Par exemple, les emplois manufacturiers de l'industrie automobile « délocalisés » sont dénoncés comme étant des pertes « irremplaçables », alors que des milliers d'emplois manufacturiers rémunérateurs sont créés parallèlement dans des usines américaines par des constructeurs automobiles étrangers. Le développement du baladeur iPod et du logiciel de musique iTunes a sans doute causé quelques pertes d'emplois, mais il en a créé des milliers d'autres, non seulement dans l'industrie du Web, mais aussi dans le commerce de détail et dans l'industrie manufacturière. Même dans les périodes de croissance économique, des emplois sont perdus et créés, de nouvelles technologies et industries remplacent d'anciennes. Si ce processus de « destruction créatrice » n'avait pas lieu, l'économie et la société ne progresseraient jamais. Nous

utiliserions encore des machines à écrire plutôt que des ordinateurs et ferions des appels acheminés par des téléphonistes plutôt que d'utiliser des cellulaires et des lignes terrestres automatisées.

14) Seul l'État, avec son pouvoir de marché immense, est capable de provoquer des bouleversements économiques systémiques de l'ampleur des plus grandes crises économiques de l'Histoire. La destruction créatrice du capitalisme peut causer des pertes d'emplois et des perturbations dans certains secteurs économiques en particulier. Cependant, seules les mesures de l'État (imposition, réglementation, contrôle de la masse monétaire et influence politique) ont un impact suffisant à l'échelle de l'économie nationale – ou même mondiale – pour provoquer un effondrement systémique de l'ampleur de la Grande Dépression des années 1930, de la Grande Inflation des années 1970 ou de la récession de 2008-2009. Pourtant, les politiciens

Le meilleur plan de relance de l'économie que l'État puisse adopter consiste à miser sur le secteur privé en diminuant les impôts et en libéralisant les marchés.

et les autres critiques du capitalisme blâment presque toujours les « marchés débridés » pour ces catastrophes et tentent de répliquer avec d'autres « solutions » gouvernementales qui ne font qu'aggraver les choses.



STEVE FORBES est président du conseil et chef de la direction de Forbes inc. ainsi que rédacteur en chef du magazine *Forbes*, le chef de file des magazines d'affaires américains. Grâce à ses éditions internationales, le magazine rejoint près de cinq millions de lecteurs.

Né au New Jersey en 1947, M. Forbes est diplômé en histoire de l'Université Princeton où il a fondé le magazine étudiant *Business Today*.

De 1985 à 1993, il a présidé le Board for International Broadcasting qui supervisait le fonctionnement de Radio Free Europe et de Radio Liberty.

Il siège notamment au conseil d'administration de la Ronald Reagan Presidential Foundation, de la Heritage Foundation et de la Foundation for the Defense of Democracies.

En 1996 et en 2000, il a fait campagne pour devenir le candidat républicain à l'élection présidentielle américaine.

L'Institut économique de Montréal est un organisme de recherche et d'éducation indépendant, non partisan et sans but lucratif. Par ses publications, ses interventions et ses conférences, l'IEDM alimente les débats sur les politiques publiques au Québec et partout au Canada en proposant des réformes créatrices de richesse et fondées sur des mécanismes de marché. Il n'accepte aucun financement gouvernemental. | [www.iedm.org](http://www.iedm.org)